

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/VEN/1

G/SCM/Q1/VEN/1

11 octobre 1996

(96-4198)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par la Communauté européenne au Venezuela¹

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 octobre 1996.

A propos du supplément à la législation vénézuélienne relative aux droits compensateurs, notifié le 28 mai 1996 au titre de l'article 32.6 de l'Accord de l'OMC sur les subventions (document G/ADP/N/1/VEN/1-G/SCM/N/1/VEN/1/Suppl.2), la Communauté européenne voudrait poser les questions suivantes:

- Le Venezuela pourrait-il préciser la nature juridique du texte notifié (décret, loi, règlement ou modification)?
- Le Venezuela pourrait-il préciser le rapport juridique qui existe entre le texte notifié et la Loi sur les pratiques commerciales déloyales? Qu'arriverait-il s'il y avait conflit entre ces deux textes?
- Le Venezuela pourrait-il préciser dans quelles circonstances la CASS peut ouvrir une enquête d'office?
- Le texte notifié précise que la CASS dispose d'un délai de dix jours ouvrables à compter du dépôt de la demande pour décider d'ouvrir une enquête. Le Venezuela pourrait-il expliquer comment il est possible, en dix jours, de proposer l'ouverture de consultations et de tenir des consultations en application de l'article 13.1 de l'Accord sur les subventions?
- Le Secrétariat technique peut considérer comme confidentiels les renseignements fournis. Dans quelles circonstances peut-il le faire?
- N'y a-t-il pas d'autres engagements possibles que ceux qui portent sur les prix et l'élimination des exportations?

¹G/ADP/N/1/VEN/1-G/SCM/N/1/VEN/1 + Suppl. 1 et 2.